

est au-dessus de nos moyens.

Les CUP sont conçus comme des structures de Front Unique PS-PC-syndicats-extrême-gauche. Ramos postule que, premièrement, l'extrême-gauche, animée par nous est suffisamment forte et homogène pour donner l'impulsion initiale aux comités populaires, exerçant ainsi une pression efficace sur les bureaucrates réformistes ; deuxièmement qu'au sein de ces comités, elle pèsera d'un poids suffisant pour œuvrer au débordement des appareils.

Dans la situation politique actuelle, ces deux postulats sont faux.

L'Union de la Gauche n'a pas suscité, pour le moment, un mouvement de masse dont les objectifs spontanés débordent les projets des bureaucrates. Dans leur masse, les travailleurs ont investi leur volonté de changement dans l'espoir d'une victoire électorale de la gauche.

Or, en l'absence de mouvement de masse réel, l'extrême-gauche ne peut impulser de comités populaires de masse. Tout ce qu'elle peut faire, si elle s'engage sur cette voie, c'est de ressusciter les squelettiques comités d'action de l'après-mai, voués au centrisme et à l'éclatement.

De même, en l'absence de mouvement de masse réel, l'extrême-gauche ne pourrait pas peser efficacement sur la nature et l'évolution des CUP, mis en place par les bureaucrates. Dans l'état actuel des choses, ces comités ne constitueraient pas des structures de débordement des appareils, mais seraient étroitement contrôlés au contraire par eux, qui les réduiraient – que nous le voulions ou non – à l'état de comités de soutien électoraux à l'Union de la Gauche.

L'application de tactique de FUI pour une organisation révolutionnaire qui n'en a pas les moyens, aboutit nécessairement au suivisme plus ou moins accentué des appareils réformistes. Dans le cas présent, elle débouche sur une position de soutien critique à l'Union de la Gauche.

### 3) Auto-organisation des luttes ou auto-organisation des électeurs ?

Plus fondamentalement, notre campagne pour l'auto-organisation des travailleurs ne doit pas être une campagne pour l'auto-organisation des travailleurs pour la victoire de l'Union de la Gauche. Une telle compréhension place nécessairement l'avant-garde ouvrière à la remorque des appareils, qui, sur ce terrain, conservent l'initiative.

Notre campagne sur l'auto-organisation doit être une campagne pour l'auto-organisation dans et pour les luttes ; comités de grève, comités de soutien, comités de soldats, de locataires, etc...

Dans l'article cité par Ramos « Front Populaire et Comités d'Action » (nov. 35), Trotsky est très clair sur ce point : « Elire des comités d'action », écrit-il, « les ouvriers ne le pensent que dans le cas où ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent la nécessité d'une direction révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil des masses en lutte ». « Les CA », ajoute Trotsky, « dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France et aussi de donner à ces masses la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir ».

Trotsky lance le mot d'ordre des CA dans un contexte politique précisément marqué par l'existence d'innombrables luttes, culminant en des « explosions isolées » (comme à Toulon, à Brest, à Limoges). Les CA sont dans ce cadre les structures d'organisation de ces luttes et non le simple rassemblement des partisans du Front Populaire.

On ne peut avancer le mot d'ordre de CUP comme clé de voûte de notre programme, que s'il existe un réel mouvement de masse, débordant potentiellement les objectifs des appareils, et qu'il s'agit précisément de centraliser et d'organiser.

Une telle situation peut fort bien survenir après les élections. A coup sûr si l'UG l'emporte ; et probablement aussi, quoique sous une forme atténuée, si la coalition gaullo-centriste subit une défaite sensible, sans toutefois perdre la majorité absolue (avec ou sans l'apport des réformateurs).

Alors le mot d'ordre de CUP pourra prendre une valeur agitative. Aujourd'hui, notre campagne pour l'auto-organisation se limite nécessairement à l'auto-organisation des luttes existantes (comités de grève, de soutien, etc...). Le mot d'ordre des CUP n'a qu'une valeur purement propagandiste, c'est-à-dire que nous devons dénoncer le refus du PCF d'impulser des CUP, au même titre que nous dénonçons son refus d'exproprier le capital ou de démanteler l'Etat bourgeois. C'est là un bon angle d'attaque pour mettre en évidence les servitudes de l'électoratisme. D'autant plus que sur ce point, le PC est en contradiction formelle avec toutes ses déclarations antérieures.

Mais il ne saurait être question d'impulser nous-mêmes des tels comités, ni même de nous lancer sur le mot d'ordre de CUP dans une campagne nationale de mise au pied du mur verbale du PCF, à la manière lambertiste, pour les raisons évoquées ci-dessus.

TISSERAND

## RESOLUTION SUR LE TRAVAIL INDOCHINE

1) Le CC souligne l'importance du rôle que le FSI aura à jouer dans le maintien de la solidarité durant la période à venir (cf. résolution générale publiée dans Rouge). La tâche d'animation du FSI par les militants de la Ligue reste donc essentielle. Un danger objectif d'attentisme, de

désagrégation du FSI ou de sa réduction à des cercles de discussion existe. Nous seuls pouvons le combattre.

2) Nous pouvons engager, dans un premier temps, une campagne d'agitation montrant la nécessité du maintien de la solidarité. Cette campagne doit être menée de façon active (réunion d'explication, initiatives militantes